



Conseil économique et social

Distr. générale
26 septembre 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31* du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Christian Conference of Asia	3
2. Compagnons d'action pour le développement familial	4
3. Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd	5
4. Congress of Aboriginal Peoples	6
5. Corporación para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos – Reiniciar	7
6. Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social	9
7. Corps de réflexion et de planification pour l'utilité sociale	10
8. Cubraiti	11
9. Deutsche Model United Nations	12
10. Disarm Education Fund	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11.	Earth Child Institute	15
12.	Earth Society Foundation	16
13.	East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project	18
14.	Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women	19
15.	Ecoagriculture International.	20

1. Christian Conference of Asia

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Christian Conference of Asia (CCA) est l'une des organisations œcuméniques les plus importantes de la région de l'Asie, rassemblant 100 églises et 17 conseils nationaux issus de 21 pays.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation fonctionne en tant qu'organe et forum s'employant à promouvoir une coopération constante entre églises et organismes chrétiens nationaux en Asie. Ses composantes programmatiques sont les suivantes : consolidation de la paix et dépassement des conflits; diaconie prophétique et activités de plaidoyer; mission dans l'unité; enfin, dynamisme œcuménique.

Changements à signaler

En 2015, l'organisation a restructuré son conseil d'administration et a nommé un nouveau Président-Directeur général.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies en prenant des initiatives dans les domaines suivants : consolidation de la paix; défense des droits de l'homme; écologie et changements climatiques; traite des personnes; réfugiés et migrants; enfin, apatrides. De même, cette institution favorise le dialogue interconfessionnel et célèbre les manifestations suivantes : Journée internationale des peuples autochtones, Journée internationale de la femme, Journée internationale de la jeunesse, Journée mondiale des réfugiés et Journée mondiale de la paix. Afin de promouvoir le développement durable, l'organisation mène des activités destinées à appuyer le relèvement après une catastrophe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe à diverses réunions et conventions se rapportant à la paix, aux droits de l'homme et aux changements climatiques, et participe régulièrement aux sessions de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CEPAP) afin de mettre en œuvre un programme de formation conjoint destiné aux jeunes. Elle collabore également avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour ce qui est des initiatives se rapportant au VIH/sida et à la traite des personnes. Par ailleurs, l'organisation travaille en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de se pencher sur la question des migrants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation assume un rôle de chef de file dans la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) par le biais de ses activités et encourage constamment ses membres à promouvoir les volets suivants : l'égalité entre les hommes et les femmes; la justice sociale aux fins de l'élimination de la pauvreté; la santé infantile et la protection de l'enfance; enfin l'intégration de la durabilité environnementale dans la conduite des activités.

2. Compagnons d'action pour le développement familial

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Compagnons d'action pour le développement familial (CADF) est une association à but non lucratif créée par des jeunes en 1993 afin de lutter contre la pauvreté extrême touchant les populations des zones périurbaines et rurales de la République démocratique du Congo.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation s'emploie à promouvoir l'activité socioéconomique et à favoriser l'autosuffisance ainsi que l'engagement collectif des groupes intéressés. Elle mène ses activités dans les domaines des soins de santé primaires, de la sécurité alimentaire, de l'éducation de base, de la protection des femmes et des enfants et de l'environnement.

Changements à signaler

L'organisation coopère avec de nombreuses organisations qui œuvrent pour la promotion du développement durable et le renforcement des activités humanitaires.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation joue un rôle actif dans la mise en œuvre de nombreux projets, dont la promotion de l'agriculture communautaire en vue de renforcer la sécurité alimentaire et le travail indépendant des agriculteurs, l'élaboration de programmes de soins préventifs se rapportant à la santé procréative et maternelle ainsi qu'au paludisme, le renforcement des taux de scolarisation et de rétention des élèves au sein du système scolaire classique grâce à des activités de sensibilisation, à des concours de lecture et à la distribution de matériels pédagogiques de type « l'école en boîte », et enfin la participation à des projets de reboisement afin de lutter contre les changements climatiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux réunions organisées par les organismes des Nations Unies, dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) et le Groupe de coordonnateurs pour la protection des enfants, piloté par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Au cours de ces consultations, l'organisation a pris une part active aux discussions se

rapportant aux objectifs de développement durable durant le sommet consacré à l'adoption du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 (25-27 septembre 2015).

Coopération avec des entités des Nations Unies

En juin 2015, l'organisation a signé un accord sur l'adhésion au Pacte mondial des Nations Unies pour ce qui est des droits de l'homme, du droit du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a conçu un plan d'action quinquennal qui s'articule autour des objectifs 1 à 6 des OMD. De 2012 à 2015, elle a célébré la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, la Journée mondiale contre le travail des enfants et la Journée internationale de la paix. Elle a notamment mené auprès de plusieurs milliers de personnes des campagnes de sensibilisation et de promotion des droits de la femme et de l'enfant, organisé la surveillance anténatale de 6 588 femmes enceintes et entrepris la vaccination de 7 980 enfants.

3. Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

Congregation of our Lady of Charity of the Good Sheperd (COLCGS) est une congrégation internationale rassemblant des religieuses de 70 pays.

Objectifs, mission et principales activités

La promotion de la dignité des filles et des femmes occupe une place de premier plan dans la mission de l'organisation. Celle-ci conçoit et met en œuvre des programmes destinés à éliminer la pauvreté, la traite des personnes, ainsi que la violence sexiste. Elle assure également la prestation de services visant à remédier aux inégalités systémiques et structurelles.

Changements à signaler

L'organisation a établi des bureaux régionaux en Amérique latine et dans la région de l'Asie-Pacifique, ainsi que des bureaux nationaux en Angola, en Inde, et au Liban.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation assure une prestation de services aux filles et aux femmes et a élargi son champ d'action afin d'offrir un appui technique et de contribuer au renforcement des capacités. Parmi les projets clefs figurent l'initiative de microfinancement Good Shepherd, qui offre une aide financière à 650 localités disséminées dans toute l'Australie. COLCGS a également réalisé un documentaire donnant un aperçu des changements radicaux qui se sont produits au sein d'une communauté pratiquant l'industrie extractive artisanale en République démocratique du Congo.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a largement participé aux réunions suivantes organisées par les Nations Unies :

- 50^e, 51^e et 52^e sessions de la Commission du développement social;
- 56^e, 57^e, 58^e et 59^e sessions de la Commission de la condition de la femme;
- 52^e, 53^e, 54^e, 55^e et 56^e sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), Rio de Janeiro (Brésil), 20-22 juin 2012; enfin,
- Troisième Conférence internationale sur le financement du développement, Addis Abeba (Éthiopie), 13-16 juillet 2015.

Les membres de l'organisation ont également contribué aux examens périodiques universels se rapportant à l'Argentine, au Brésil, au Costa Rica, au El Salvador, au Honduras, au Kenya, au Liban, à la Malaisie, au Myanmar, au Nicaragua et à la République de Corée, entre autres.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales (DAES), en assumant la présidence d'une réunion du Comité des ONG pour le développement social, qui s'est tenue à New York, le 28 février 2012 (Forum de la société civile). Elle a également collaboré avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) afin d'organiser une manifestation parallèle durant la 51^e session de la Commission du développement social.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mis l'accent sur les objectifs 1, 2, 3 et 4 des OMD durant la période considérée.

4. Congress of Aboriginal Peoples

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Congress of Aboriginal Peoples (CAP) est l'une des cinq organisations autochtones reconnues par le Gouvernement canadien. Depuis 1971, cette organisation, anciennement connue sous le nom de Native Council of Canada, représente les intérêts des peuples autochtones vivant au Canada, y compris les Métis et les Inuits.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation collabore avec les pouvoirs publics à divers niveaux afin d'améliorer la situation sociale, économique, politique, culturelle et éducative des

communautés autochtones du Canada vivant en dehors de la réserve, des Indiens n'ayant pas statut légal, des Indiens de plein droit et des Métis.

Changements à signaler

Les changements suivants sont intervenus au niveau des affiliés : United Native Nations Society (Colombie britannique) n'est plus membre de l'organisation; et Indigenous Peoples Alliance of Manitoba a obtenu un statut d'organisme affilié le 26 septembre 2015.

Contribution à des activités des Nations Unies

CAP a participé à plusieurs réunions organisées par des groupes de travail et des comités à composition non limitée durant la période considérée. Elle continue de plaider en faveur des droits et des intérêts des peuples autochtones et a adressé une pétition au gouvernement canadien afin qu'il exprime officiellement son appui à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

CAP a pris une part active à des réunions organisées par les Nations Unies, entre autres, à la 52^e Assemblée générale annuelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui s'est tenue du 10 au 12 mai 2012; à la 13^e session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, qui s'est tenue du 11 au 23 mai 2014; enfin, à la 21^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a eu lieu du 30 novembre au 12 décembre 2015. L'organisation a également mis sur pied une réunion avec le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation en mai 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

5. Corporacion para la Defensa y Promocion de los Derechos Humanos Reiniciar

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Corporacion para la Defensa y Promocion de los Derechos Humanos Reiniciar (CDPDHR) est une organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme active en Colombie.

Objectifs, mission et principales activités

L'objectif fondamental de cette organisation consiste à assurer la défense et la promotion des droits de l'homme grâce aux activités de formation, la mise en place

d'un système global d'aide aux victimes afin de traiter des aspects juridiques, psychosociaux, humanitaires et organisationnels des questions relatives aux droits de l'homme, la documentation des affaires et l'action en justice, enfin la mobilisation des pouvoirs publics en faveur de la paix et des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a facilité le mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Colombie en apportant des contributions sur la situation des droits de l'homme de 2012 à 2014. Elle mène en outre des activités de plaidoyer en faveur des normes internationales relatives aux droits de l'homme afin qu'elles soient répercutées au niveau de la politique menée par les pouvoirs publics et met l'accent sur le respect des traités administrés par les Nations Unies. Elle a fourni des éléments aux processus délibératifs se rapportant aux droits des victimes dans le cadre des négociations de paix engagées entre le gouvernement national et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Outre l'organisation de nombreuses réunions de haut niveau avec de hauts fonctionnaires des Nations Unies, elle participe activement aux réseaux et aux tables rondes qui abordent les questions se rapportant aux droits de l'homme, à la torture, aux exécutions extrajudiciaires et aux disparitions forcées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs réunions organisées par les Nations Unies, a fait des déclarations orales et fourni des exposés écrits au Conseil des droits de l'homme, en particulier durant ses 22^e et 25^e sessions en 2013 et 2014 respectivement. Elle a également participé aux travaux du Groupe de travail sur l'examen périodique universel de la Colombie en 2013. Dans le cadre des travaux menés par le Comité contre la torture, elle a soumis des déclarations orales en vue de l'élaboration du cinquième rapport périodique de la Colombie durant la 54^e session, organisée à Genève (Suisse) du 20 avril au 15 mai 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de mettre en œuvre le projet se rapportant à l'appropriation et à l'intégration du concept des droits de l'homme dans le programme social et politique de la Colombie, ce qui contribue de manière significative à la Stratégie nationale pour la garantie des droits de l'homme 2014-2034 et souligne l'exigence du respect des droits et de la consolidation de la paix.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation concentre ses activités sur la promotion des droits civils et politiques et œuvre en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

6. Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Corporación para la Investigación, el Desarrollo Sostenible y la Promoción Social (CORPROGRESO) est une organisation non gouvernementale créée en 1995 afin de venir en aide aux communautés vulnérables et aux victimes du conflit armé qui a sévi en Colombie.

Objectifs, mission et principales activités

CORPROGRESO s'emploie à devenir une organisation mondiale dont l'objectif consiste à améliorer les conditions de vie des pauvres, des personnes déplacées et des victimes des conflits armés par le biais d'initiatives de développement durable innovantes en partenariat avec des organismes publics, des organisations internationales et le secteur privé.

Changements à signaler

L'organisation a entrepris récemment la mise en œuvre de projets visant au renforcement des capacités des autorités nationales de Panama City (Panama).

Contribution à des activités des Nations Unies

CORPROGRESO met en œuvre des projets en partenariat avec le secteur privé afin de lutter contre la pauvreté et induire une amélioration du niveau des revenus, de la santé et de la nutrition, de l'éducation, de l'égalité des sexes, de l'emploi et de la cohésion sociale. Elle a collaboré par ailleurs avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés afin de prévenir la violence sexuelle et la violence à l'égard des femmes au Putumayo, une région particulièrement touchée par ce conflit armé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a signé un accord avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans le cadre de projets visant à promouvoir un programme de nourriture contre formation et un programme de nourriture contre des possibilités d'emploi. Elle a également élaboré une stratégie de prévention visant à aider les femmes et les familles à lutter contre la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre. CORPROGRESO a également forgé un partenariat avec le Programme alimentaire mondial afin de mettre au point un séminaire sur la responsabilité sociale des entreprises, qui a réuni 170 entrepreneurs. De concert avec le Programme alimentaire mondial et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), elle a soutenu un programme de distribution de repas scolaires destinés à 14 dortoirs situés en zone rurale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Avec plus de 171 projets dont bénéficient 193 000 familles, l'organisation appuie les objectifs 1, 3 et 7 des OMD par le biais des initiatives suivantes : organisation de cours de formation sur l'alimentation et la sécurité nutritionnelle afin de mieux assurer la couverture des besoins nutritionnels et la consommation alimentaire; mise en œuvre de projets destinés à lutter contre la violence sexuelle et la violence sexiste à l'intention de plus de 350 familles; enfin, appui aux efforts déployés afin de tirer parti des bienfaits liés à un environnement durable.

7 Corps de Réflexion et de Planification pour l'Utilité Sociale

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Corps de Réflexion et de Planification pour l'Utilité Sociale (CORPUS) est une organisation à but non lucratif créée en 2007 en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme, particulièrement les droits de l'enfant.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation joue le rôle de relais dans l'apprentissage non formel des jeunes par des méthodologies de proximité valorisant la mixité entre les jeunes issus de milieux différents. Les objectifs de l'organisation sont les suivants : la promotion et la coordination des activités humanitaires et sociales; la conception et la mise en œuvre de projets de développement durable; et la protection des droits de l'enfant en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, en date du 20 novembre 1989.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'engage à contribuer aux travaux du Conseil économique et social (ECOSOC) en suivant l'Agenda pour le développement. Elle axe son action sur le développement et la mise en œuvre de programmes d'éducation et de santé en République démocratique du Congo. Dans le cadre de ses activités, les nombreux projets qu'elle a mené à bien s'emploient à lutter contre la discrimination raciale et à accroître la tolérance en sensibilisant les jeunes sur des thèmes tels que la prévention des comportements et actes racistes et la xénophobie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs ateliers et sessions du Conseil des droits de l'homme et à de nombreuses manifestations parallèles organisées en marge de ces sessions. Elle a pris une part active aux assemblées plénières des institutions spécialisées telles que le Comité des droits de l'enfant. Elle a participé de façon constructive aux examens périodiques universels ainsi qu'au processus de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. En 2015, elle a suivi les

observations finales du Comité des droits de l'enfant suite à l'examen des deuxième, troisième et quatrième rapports du Gouvernement suisse sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a assuré le renforcement des capacités d'une école primaire à Mbudi, une banlieue de Kinshasa (République démocratique du Congo). Elle a également appuyé un projet de santé se rapportant à l'automédication responsable des femmes enceintes en milieu rural. En 2013, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, elle a organisé une semaine de sensibilisation et mis sur pied une série de conférences ouvertes au public.

8. Cubraiti, Inc.

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

CUBRAITI est une organisation comprenant trois composantes, à savoir CUB (Cultures Unifying Borders ou transcendance des frontières par les cultures), RA (Representing Artists ou représentation des artistes) et ITI (International Theater of Investigations ou études exploratoires du théâtre international).

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation a pour mission de promouvoir le respect universel des arts de guérison, de la justice, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, par le biais d'initiatives visant à :

- Favoriser le dialogue international grâce à des projets interculturels, notamment des résidences d'artistes, des ateliers, des représentations de théâtre et des spectacles de danse;
- Initier les enfants, les jeunes, les artistes et les spécialistes aux arts et à la recherche intégrés en illustrant des thèmes issus d'études anthropologiques et ethnographiques dans des concerts multiculturels; enfin,
- Donner aux artistes et aux communautés autochtones les moyens nécessaires pour obtenir un emploi durable en leur dispensant une formation technique et en leur permettant de se faire connaître du public.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a établi des partenariats avec des associations d'éducation artistique et des organisations de la société civile à but non lucratif afin de garantir l'intégration sociale des femmes, des enfants et des jeunes, en restant fidèle au concept de « Ne pas faire de laissés-pour-compte ». Durant la période considérée, elle a mis sur pied des ateliers consacrés à la danse, aux arts, aux métiers artisanaux, à la poésie à l'intention des enfants et des adolescents de Manhattan et de Brooklyn (New York). Elle a également organisé une manifestation à l'occasion de la Journée internationale de la femme à la New School University à New York, où les cultures brésilienne et iranienne ont été mises à l'honneur par le biais de représentations et d'ateliers.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à des réunions et à des manifestations se rapportant à la formulation et l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. Elle a également pris part à la session de l'Assemblée générale du Comité d'experts de l'administration publique les 15 et 16 avril 2014 ainsi qu'à la 58^e session de la Commission de la condition de la femme. De plus, un certain nombre de ses représentants ont participé à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement qui s'est tenue le 23 septembre 2013, à la reprise de la session de 2015 du Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui a eu lieu du 26 mai au 3 juin 2015, ainsi qu'aux sessions annuelles de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation appuie la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais d'activités de plaidoyer et d'information reposant sur l'apprentissage des projets artistiques; le parrainage de manifestations humanitaires axées sur la jeunesse, l'autonomisation des femmes, la santé et la paix; et la création de partenariats avec l'Amérique du Sud et la région des Caraïbes.

9. Deutsche Model United Nations

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Deutsche Model United Nations (DMUN) est une organisation de jeunes essentiellement présente en Allemagne qui participe activement aux conférences internationales.

Objectif, mission et principales activités

L'organisation milite en faveur d'une participation accrue des jeunes à la vie politique internationale, en particulier au sein du système des Nations Unies, d'une plus grande autonomisation des jeunes dans les États Membres et les organisations non gouvernementales, et d'une meilleure prise en compte du rôle primordial que joue auprès de ceux-ci la communication des connaissances à l'échelle mondiale.

Changements à signaler

De son travail de base, qui consiste à organiser des conférences consacrées à « l'ONU mise en scène », Deutsche Model United Nations est passée à la mise en place d'une plateforme de mobilisation internationale en faveur de la participation et de l'autonomisation des jeunes. Grâce à cet engagement international, l'organisation a noué des partenariats avec d'autres organisations non gouvernementales s'occupant de la jeunesse.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies en promouvant, auprès des élèves de l'enseignement secondaire, les valeurs énoncées dans la Charte de l'Organisation ainsi que le principe de base sur lequel celle-ci repose. Par le biais de conférences annuelles consacrées à « l'ONU mise en scène », les jeunes assument le rôle des délégués ou des représentants des ONG, ce qui leur permet d'appréhender le caractère unique de l'Organisation et favorise une compréhension approfondie de ses travaux et de ses valeurs. En outre, des campagnes annuelles d'information sur les faits nouveaux se rapportant aux activités de l'Organisation sont menées en Allemagne auprès des organisations de la société civile.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2013, des représentants de l'organisation ont participé au 8^e Forum des Jeunes de l'UNESCO, qui s'est tenu à Paris (France). En 2014, l'organisation a été représentée à la 65^e Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à New York ainsi qu'au Forum mondial de l'investissement, à Genève (Suisse). En 2015, l'organisation a participé à la 11^e Conférence de la jeunesse, qui a eu lieu à Paris (France).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec la Commission allemande pour l'UNESCO afin de promouvoir le développement durable par le biais de la mise sur pied d'ateliers dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2009-2014). Elle a coopéré par ailleurs avec les Volontaires des Nations Unies afin d'organiser la 64^e Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales et se tient en rapport avec le Centre de ressources et d'information des Nations Unies en Allemagne, afin d'aider les jeunes allemands à acquérir une compréhension approfondie de l'Organisation des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les conférences consacrées à « l'ONU mise en scène » traitent des questions se rapportant aux objectifs du Millénaire pour le développement qui sont débattues lors des sessions des comités. L'organisation a également conçu une campagne d'information relative au Programme de développement durable à l'horizon 2030 afin d'encourager la société civile et les jeunes allemands à participer au cadre de développement pertinent.

10. Disarm Education Fund

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Disarm Education Fund (DEF) promeut la paix et la justice sociale en forgeant des partenariats stratégiques avec des mouvements sociaux de pays en développement, et en encourageant aux États-Unis une politique étrangère fondée sur les droits de l'homme et les besoins essentiels.

Objectifs, mission et principales activités

Les programmes de l'organisation donnent une voix aux groupes marginalisés de l'Amérique latine et des Caraïbes par le biais d'une campagne de sensibilisation ambitieuse et d'une aide humanitaire reposant sur des bases solides. Il s'agit notamment de la mise en œuvre de campagnes médiatiques et de campagnes d'information; de la mobilisation de militants afin d'appuyer des législations progressistes; de la fourniture d'équipements et de matériels médicaux; enfin, de la promotion du partage des compétences chez les délégations de haut niveau et de l'intérêt qu'il y a à accorder la priorité aux crises sociales et aux situations de crise humanitaire.

Changements à signaler

L'organisation est en passe de conclure une fusion avec Global Health Partners et sera connue sous le nom de Global Health Partners à compter de juillet 2016.

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant la période considérée, l'organisation a envoyé 18 cargaisons de fournitures médicales à Cuba et au Nicaragua, d'une valeur de 5,3 millions de dollars des États-Unis. Cette aide comprend des instruments de chirurgie reconstructive (chirurgie maxillo-faciale) et des médicaments à l'intention de jeunes patients cubains atteints de maladies rares ou orphelines, d'une valeur supérieure à 1 million de dollars des États-Unis. L'organisation a également livré des modules de préparation en prévision des catastrophes contenant des aliments et des médicaments permettant d'assurer la survie de 5 000 personnes pendant 30 jours au Nicaragua, afin de répondre aux besoins des enfants handicapés et d'habiliter les parents/aidants familiaux. L'organisation a mené une action au niveau local afin de lever l'embargo des États-Unis contre Cuba par le biais d'activités de plaidoyer et de mobilisation menées auprès des hommes politiques et des milieux d'affaires. Aux côtés de ses partenaires, l'organisation a également mis sur pied des ateliers de

formation à l'intention du personnel de l'organisation Los Pipitos, un réseau local spécialisé dans la prestation de services et l'octroi d'une formation aux enfants handicapés du Nicaragua.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a présenté un témoignage écrit sur Cuba durant la 23^e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, qui s'est réuni du 27 mai au 14 juin 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux de l'organisation sont étroitement alignés sur les objectifs du Millénaire pour le développement, grâce notamment à des programmes qui cherchent à : mettre un terme à la mortalité infantile; garantir l'accès des enfants handicapés à l'enseignement primaire; fournir une assistance médicale destinée à promouvoir la santé maternelle et à lutter contre les maladies; enfin, promouvoir des partenariats mondiaux pour le développement.

11. Earth Child Institute

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Earth Child Institute (ECI) est une organisation non gouvernementale internationale qui vise à autonomiser les enfants par le biais de l'éducation au service du développement durable (EDD), de l'adoption de l'initiative Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH) et d'une mobilisation en faveur de la lutte contre le changement climatique. Ayant son siège aux États-Unis d'Amérique, elle met en œuvre des projets au Brésil, au Cameroun, au Ghana et au Nigéria.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation mène des activités de plaidoyer en faveur du développement durable en s'adressant principalement aux responsables de l'élaboration des politiques et en ciblant les mineurs de moins de 18 ans afin d'assurer un avenir viable par le biais de campagnes WASH menées dans les écoles, d'une éducation aux changements climatiques et d'activités de plaidoyer menées en faveur de la lutte contre le changement climatique, du reboisement et d'actions locales destinées à améliorer l'environnement.

Changements à signaler

L'organisation connaît une croissance régulière et mène des activités de sensibilisation auprès du secteur privé, collaborant avec le programme de la Swarovski Waterschool dans le bassin de l'Amazone (Brésil) afin de mettre en place un enseignement, développer un environnement propice à l'apprentissage et mettre au point des matériels de sensibilisation destinés à promouvoir les politiques envisagées.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue régulièrement aux activités des Nations Unies en menant des activités de plaidoyer en faveur des enfants lors de manifestations parallèles des Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques et des sessions de la Commission de la condition de la femme et de la Commission du développement social.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe chaque année à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, au Forum des Nations Unies sur les forêts, aux sessions de la Commission de la condition de la femme, à celles de la Commission du développement durable et au Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore étroitement avec les entités du système des Nations Unies, en qualité d'affilié ou de membre auprès du Pacte mondial, de l'UNICEF, de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du Département de l'information, du Programme des microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue à la réalisation des objectifs 3 et 7 des OMD en menant des activités de plaidoyer en faveur des enfants au niveau international, à savoir promouvoir l'accès accru à l'éducation et garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

12. Earth Society Foundation

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Earth Society Foundation (ESF) s'efforce de sensibiliser l'opinion aux défis actuels qui se posent à l'échelle planétaire et adhère aux idéaux qui se proposent de renforcer les perspectives de paix et d'améliorer la condition humaine.

Objectifs, mission et principales activités

Depuis 1971, l'organisation célèbre la Journée de la Terre au Siège de l'Organisation des Nations Unies. L'appel de la cloche de la Paix lors de cette cérémonie fournit à chacun l'occasion de réfléchir sur son engagement envers la protection et la sauvegarde de la Terre et à le renouveler.

Changements à signaler

À la suite du décès de son fondateur, l'organisation est en cours de restructuration et va se doter d'un conseil consultatif nouveau et d'un groupe de la jeunesse élargi.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies en célébrant chaque année la Journée de la Terre et en assistant à la cérémonie de la cloche de la Paix. Elle assure par ailleurs la promotion du thème sélectionné et coopère avec les institutions spécialisées intéressées du système des Nations Unies en vue d'inviter les intervenants et les experts à la cérémonie. Par exemple, en 2012 l'organisation a axé son action sur Action 21 et les Principes de Rio alors qu'en 2014 elle a mis en lumière les cultures autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, les représentants d'ESF ont participé à plusieurs réunions organisées par les Nations Unies, notamment celle concernant le lancement du Rapport mondial sur la jeunesse le 6 février 2012 à New York et la cérémonie célébrant la Journée internationale de la paix le 21 septembre de chaque année.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ESF poursuit sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et l'examen de la capacité de régénération de la nature qui sont des thèmes qui figurent au premier plan des célébrations de la Journée de la Terre. L'organisation a également noué un partenariat avec l'UNESCO et des universités afin d'établir le Task Force for North American Alliance for Sustainable Development and Education ainsi qu'avec le New York Urban Biosphere Group, qui axent leurs travaux sur la capacité d'adaptation des communautés et la préparation aux incidences des changements climatiques.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la lutte contre le changement climatique en lançant un programme qui vise à promouvoir la restauration des paysages forestiers et à produire de l'énergie solaire. En 2013, elle a créé un centre de recherche sur le changement climatique situé à proximité du réservoir de Queens (New York) et est en train d'organiser une conférence sur l'énergie afin d'examiner les systèmes énergétiques nouveaux et existants au plan mondial.

13. East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (EHAHRDP) est une organisation qui s'attache à développer les activités des défenseurs des droits de l'homme dans la région de l'Afrique orientale et de la Corne de l'Afrique en réduisant leur vulnérabilité face aux persécutions et en renforçant leur capacité à défendre les droits de l'homme.

Objectifs, mission et principales activités

Les objectifs fondamentaux de l'organisation sont les suivants : activités de plaidoyer, renforcement des capacités, protection et gestion des politiques de sécurité. Elle s'efforce par ailleurs de remédier au manque de collaboration entre ONG, aux restrictions budgétaires et au manque de données se rapportant aux mécanismes internationaux des droits de l'homme et à la gestion des crises.

Changements à signaler

Depuis 2009, EHAHRDP assure le secrétariat du Réseau des défenseurs des droits de l'homme de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, qui se subdivise en cinq réseaux sous-régionaux.

Contribution à des activités des Nations Unies

EHAHRDP protège les défenseurs des droits de l'homme en veillant à ce qu'ils reçoivent une formation adaptée qui leur permettra de mieux gérer leur sécurité ainsi que leur accès aux mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme. Elle met régulièrement en lumière les violations commises dans la sous-région par le biais de déclarations à la presse, de tables rondes, de lettres adressées aux responsables de l'ONU et d'activités de plaidoyer. En 2013, l'organisation a publié un rapport sur les menaces auxquelles doivent faire face les défenseurs des droits de l'homme qui se penchent sur la question des industries extractives en Ouganda et en Tanzanie. Elle a également publié un document d'information, intitulé « Human Rights Defenders : A Key to Fighting Sexual Violence in African Conflicts? », qui a été présenté durant le Sommet mondial pour mettre fin aux violences sexuelles commises en période de conflit, qui a eu lieu du 10 au 13 juin 2014 à Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis 2012, l'organisation a financé la participation de 43 défenseurs des droits de l'homme aux sessions du Conseil des droits de l'homme. Elle a prôné, entre autres, la création par celui-ci d'une Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée et la reconduction du mandat de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée ainsi que la création d'une Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud. Depuis 2012, l'organisation a mis sur pied 13 manifestations parallèles, coparrainé quatre manifestations parallèles et fait 42 déclarations orales à des sessions du Conseil des droits de l'homme, notamment aux 23^e, 24^e, 26^e, 29^e et 30^e sessions. Elle a également présenté des rapports de la

société civile à l'occasion des examens périodiques universels du Conseil des droits de l'homme couvrant le Burundi, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Rwanda, le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En mai 2015, l'organisation a coparrainé une consultation régionale avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) afin de faciliter les travaux de recherche menés par les défenseurs des droits de l'homme auprès du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme, qui sont consacrés aux schémas et tendances actuels en Afrique. L'organisation collabore régulièrement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Burundi et en Ouganda et avec les responsables des opérations de maintien de la paix en Somalie et au Soudan du Sud afin de les sensibiliser à la présence des défenseurs des droits de l'homme et discuter des retours d'expérience en vue d'améliorer la protection de ceux-ci.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

EHAHRDP contribue aux objectifs 3 et 7 des OMD en apportant son soutien aux défenseurs des droits environnementaux et des droits de la femme.

14. Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women (EASSI) a été créée en 1996 en tant qu'initiative pour le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et de la Plateforme d'action pour l'Afrique. L'organisation couvre les développements intervenus au Burundi, en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en Somalie et en Tanzanie et œuvre aux côtés de réseaux d'organisations non gouvernementales pour la promotion de la femme afin de traiter des questions se rapportant aux droits de la femme, à l'égalité entre les sexes, au développement économique, à la prévention des conflits, à la reconstruction après un conflit et à la gouvernance.

Objectifs, mission et principales activités

EASSI milite en faveur d'une société où l'égalité entre les hommes et les femmes, l'accès à la justice et la coexistence pacifique règnent. Elle promeut ces objectifs en catalysant les processus nationaux, régionaux et internationaux dans des domaines critiques, l'objectif ultime étant de réaliser des progrès sensibles et concrets en matière de promotion de la femme.

Changements à signaler

EASSI a récemment entrepris un certain nombre de projets au niveau régional.

Contribution à des activités des Nations Unies

EASSI est membre de la Commission de la condition de la femme (Groupe des États d'Afrique) et cofacilite le processus préparatoire mené par les organisations non gouvernementales de femmes africaines avant la tenue de chaque session. Elle intervient auprès des pays africains afin qu'ils appuient la Position commune africaine sur la promotion de la femme dans les documents finals. L'organisation a également suivi de près les faits nouveaux survenus lors des réunions qui se sont tenues dans le cadre de Beijing +20 et a réalisé un rapport parallèle pour l'Ouganda en 2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

EASSI participe chaque année aux sessions de la Commission de la condition de la femme, en organisant des manifestations parallèles à cette occasion, et participe activement aux réunions se rapportant au Traité sur le commerce des armes et au Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Elle participe également aux réunions du Comité d'experts organisées par le Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe auprès de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), établi à Kigali (Rwanda).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

EASSI coopère avec ONU-Femmes, dont elle a reçu un financement au titre de la compilation du rapport parallèle pour l'Ouganda (Beijing +20).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

EASSI axe son action sur la santé de la procréation et a réalisé un tableau de bord afin de mesurer la réalisation des OMD par les pays membres de son organisation. Plus de 6 200 personnes ont pu bénéficier des initiatives menées par cette organisation en faveur de l'autonomisation économique des femmes et des filles. Elle a créé sept centres de ressources et d'information pour l'Afrique de l'Est afin d'aider les femmes entrepreneurs à surmonter les obstacles non tarifaires qui entravent leurs pratiques commerciales.

15. Ecoagriculture International

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Ecoagriculture International (EI) s'emploie à favoriser l'avènement d'un monde dans lequel les paysages ruraux sont gérés en tant qu'espaces écoagricoles à la fois pour améliorer la vie des populations rurales, préserver les écosystèmes naturels et assurer la culture durable des plantes alimentaires et textiles.

Objectifs, mission et principales activités

L'organisation déploie pour ce faire des activités de formation et de recherche, propose des solutions et des appuis aux exploitants agricoles, aux communautés et aux organisations aux niveaux local, national et international, l'objectif étant de créer et entretenir des paysages écoagricoles dans le monde entier.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

EI a créé un partenariat multipartite à vocation internationale, connu sous le nom d'« Initiative Paysages pour la population, l'alimentation et la nature (LPFN) », qui rassemble plus de 80 organisations et dont elle assure le secrétariat à l'heure actuelle. Cette initiative, qui est en cours au Brésil, au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras, en Indonésie, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Viet Nam, s'efforce de relever les défis qui se posent dans le monde actuel et de créer les conditions propices à la gestion des ressources naturelles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont participé aux réunions suivantes :

- 11^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui s'est tenue à Hyderabad (Inde), du 8 au 19 octobre 2012;
- 41^e réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui a eu lieu à Rome (Italie), du 13 au 18 octobre 2014; enfin,
- 12^e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui s'est tenue à Ankara (Turquie), du 12 au 23 octobre 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

EI est le cofondateur de l'Initiative Paysages pour la population, l'alimentation et la nature (LPFN) aux côtés du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), entre autres. Le PNUE a coparrainé l'Initiative Paysages pour la population, l'alimentation et la nature (LPFN) lors d'une conférence organisée à Nairobi (Kenya), du 2 au 4 juillet 2014. Par ailleurs, EI travaille en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à l'occasion de l'Initiative « Équateur » et coorganise une série de séminaires trimestriels avec la FAO, qui sont consacrés aux approches fondées sur le paysage comme moyen de réaliser la sécurité alimentaire. En 2015, EI a forgé un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin de promouvoir des approches intégrées au développement, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets, dans le cadre de la Vingt-et-unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

EI a contribué à l'élaboration d'approches intégrées afin d'aider les parties prenantes à trouver des solutions aux défis que constituent les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Par le biais de la recherche, du renforcement des capacités et des activités de plaidoyer, EI promeut la gouvernance locale des ressources naturelles en tant que mécanisme visant à favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.
